



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

réductions d'impôt

Question écrite n° 8990

Texte de la question

M. René Dutin attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur un problème concernant l'assurance vie. La loi de finances pour 1996 a supprimé la réduction d'impôt dont bénéficiaient jusqu'alors les contrats d'assurance sur la vie, en maintenant cependant cet avantage aux contrats dits à primes périodiques. La loi et ses textes d'application étant muets sur la notion de « prime périodique », l'administration (par deux instructions des 22 février 1996 et 16 février 1997) en a donné une définition fort restrictive pour le contribuable. Néanmoins, plusieurs dizaines de milliers d'assurés dont les contrats répondaient à ces conditions particulièrement exigeantes - en particulier quant à la régularité de l'engagement d'épargne - ont vu leurs droits maintenus. Or, dans la réponse à la question n° 736, publiée au Journal Officiel du 20 octobre 1997, M. le ministre limite le qualificatif de « prime périodique » aux seuls titulaires de contrats ayant supporté des frais de commissions versées à des intermédiaires. Il est à noter que dans sa réponse, il n'a pas précisé comment le qualificatif de « périodique » pouvait avoir un rapport avec le mode de rémunération des personnes habilitées à commercialiser des contrats d'assurance vie. Outre la perte de cet avantage, la réponse aurait également comme conséquence de faire perdre à ce contrat le bénéfice de l'exonération des nouvelles taxes instituées au-delà de 8 ans sur les contrats d'assurance vie et dont seraient exonérés les contrats à primes périodiques. Il lui semble, au contraire, important que ne soient pas pénalisés les titulaires d'un contrat d'épargne et de retraite à primes périodiques souscrit auprès d'une mutuelle d'assurance ne rémunérant pas d'intermédiaires commissionnés, et respectant par ailleurs les critères posés par l'administration pour bénéficier de la réduction d'impôt attachée aux contrats à primes périodiques. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Texte de la réponse

Les aménagements successifs apportés au régime fiscal des contrats d'assurance vie, tant en ce qui concerne la suppression de la réduction d'impôt attachée aux primes par l'article 4 de la loi de finances pour 1996 et l'article 5 de la loi de finances pour 1997 qu'en ce qui concerne l'imposition des produits des contrats par l'article 21 de la loi de finances pour 1998, ont pour objet de rééquilibrer la fiscalité de l'ensemble des instruments d'épargne longue en faveur de ceux qui permettent le financement des entreprises et le renforcement de leurs fonds propres. Toutefois, le bénéfice de la réduction d'impôt, de même que l'exonération des produits des contrats d'une durée égale ou supérieure à huit ans, s'agissant des contrats souscrits à compter du 1er janvier 1990, ont été maintenus pour les contrats à primes périodiques souscrits avant certaines dates, afin de ne pas bouleverser l'équilibre des contrats pour lesquels la modification du traitement fiscal des primes et des produits se traduit pour les souscripteurs par une pénalisation économique particulièrement rigoureuse en cas de rupture du contrat. C'est d'ailleurs en raison de cette différence objective de situation des souscripteurs que le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 28 décembre 1995 (DC n° 95-369), a admis que la distinction opérée par la loi entre contrats à versements libres et les autres contrats ne méconnaissait par le principe d'égalité devant l'impôt. Pour satisfaire aux exigences du Conseil constitutionnel, le maintien de la réduction d'impôt est donc limité aux contrats dont la rupture entraînerait une pénalisation économique trop rigoureuse, c'est-à-dire, concrètement, ceux dont les frais sont escomptés sur les premières primes ou qui ne comportent pas de valeur

de rachat pendant au moins deux ans lorsqu'ils remplissent cumulativement les conditions énoncées dans les instructions des 22 février 1996 et 16 janvier 1997 publiées au bulletin officiel des impôts. Les contrats ne présentant pas toutes ces caractéristiques, et en particulier les contrats à versements programmés, ne constituent pas des contrats à primes périodiques. Leur rupture par suite du changement de régime fiscal n'entraînerait pas de conséquence économique excessive puisqu'elle ne se traduirait pas par la perte de frais ainsi escomptés. La réponse à la question écrite évoquée a simplement rappelé ces règles qui découlent directement des motifs de la décision précitée du Conseil constitutionnel. Il est précisé, en outre, que les contrats anciens pourront, jusqu'au 31 décembre 1998, être transformés en contrats principalement investis en actions mentionnés à l'article 21 de la loi de finances pour 1998, et ainsi continuer à bénéficier d'une exonération d'impôt sur le revenu lorsque la durée du nouveau contrat, décomptée à partir de la date de souscription du contrat d'origine, est égale ou supérieure à huit ans.

Données clés

Auteur : [M. René Dutin](#)

Circonscription : Dordogne (3^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8990

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 janvier 1998, page 242

Réponse publiée le : 6 avril 1998, page 1924